

férences britanniques... au Royaume-Uni et au Canada).

Toutefois, les mesures commerciales restrictives imposées ou proposées par les États-Unis dans le cadre de la "nouvelle politique économique" suscitent de graves inquiétudes au Canada.

Je veux faire allusion à la surtaxe de 10 p. cent en vigueur sur les importations de presque tous les produits taxables en douane entrant aux États-Unis (2.5 milliards de dollars, principalement des produits manufacturés); je fais également allusion au "dégrevements fiscaux pour la création d'emplois" qui constituent une discrimination à l'encontre des fournisseurs étrangers de machines et d'équipement et je veux également faire allusion au programme "DISC" qui est un moyen détourné pour subventionner les exportations des États-Unis.

Parlons d'abord de la surtaxe américaine. Nous nous sommes joints aux autres pays pour demander que les États-Unis suppriment cette surtaxe aussi rapidement que possible. Nous avons également indiqué clairement aux ministres américains à Washington que les répercussions de cette surtaxe au Canada sont particulièrement sévères et profondes et que, compte tenu des raisons mêmes données par le président Nixon en annonçant cette mesure (correction des taux de change et modification des pratiques commerciales), la surtaxe ne devrait pas être appliquée au Canada. De fait, le Canada a laissé flotter sa monnaie depuis le printemps 1970 et le dollar canadien a nettement augmenté de valeur depuis cette date. Nous n'avons pas "joué" avec nos réserves de dollars américains. Nous avons appliqué avant les délais impartis les réductions tarifaires négociées au cours du *Kennedy Round*. Nous n'appliquons aucune restriction injuste à l'encontre des produits américains importés - en réalité, aucun marché n'est aussi ouvert aux biens américains de tout genre que le nôtre.

EFFETS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le Gouvernement canadien a déposé des mesures législatives concernant un programme pour le soutien temporaire de l'emploi conçu pour empêcher les mises à pied ou les fermetures des usines dont l'effectif ouvrier serait sérieusement affecté par la mesure américaine. Il s'agit seulement d'une mesure temporaire destinée à soulager quelque peu la "douleur". On estime que des biens canadiens d'une valeur d'environ deux milliards et demi sont affectés directement par la surtaxe et que l'impact porte principalement sur l'industrie secondaire qui revêt une importance primordiale pour le niveau de l'emploi.

J'aimerais que la chose soit bien claire. L'effet cumulatif de ces mesures pourrait, à la longue, avoir un impact au Canada qui va bien au-delà des ajustements temporaires qui ont été mis en place. A cause de notre proximité géographique, des relations indus-

trielles et syndicales très étroites, des affinités culturelles et sociales et également à cause de nos politiques très libérales et ouvertes, l'économie canadienne est orientée à un très haut degré vers les États-Unis. Notre stratégie industrielle des dernières années a eu pour but de développer des industries de fabrication efficaces, compétitives et spécialisées. Compte tenu de la faible importance de notre marché intérieur, ces industries *doivent* exporter et l'accès au marché américain à des conditions concurrentielles normales a toujours été tenu comme un élément vital et central dans cette optique. Les industriels canadiens et américains, ainsi que leurs gouvernements, ont toujours tenu pour acquis que les mouvements commerciaux Nord-Sud, Sud-Nord étaient naturels et que les compagnies pouvaient établir des usines au nord ou au sud de la frontière sans risque "d'accidents" politiques. Cette conception est maintenant remise en question à cause de la "nouvelle politique économique".

CONCLUSION

S'il semble que les États-Unis se dirigent vers une politique d'autarcie et que ce pays considère qu'il lui serait plus avantageux d'importer nos matières premières et nos ressources énergétiques, mais en même temps de faire obstacle au développement de nos industries secondaires, nous serions dans l'obligation de soumettre l'ensemble de nos relations avec les États-Unis à un examen très sévère. Dans ce cas, nous devrions réévaluer fondamentalement nos propres politiques industrielles et commerciales. Il s'agirait sans doute d'une "réévaluation qui nous fendrait le coeur!" Je puis vous assurer toutefois qu'il ne pourrait être question d'abandonner la haute priorité que nous avons donnée et que nous continuerons à donner aux secteurs de fabrication et de traitement de notre économie et qui sont essentiels à une augmentation de l'emploi au Canada.

Il serait erroné de suggérer que nous avons déjà atteint le stade de "réexamen". Nous avons encore et toujours l'espoir que les dangers qui nous menacent pourront être éliminés et que les États-Unis vont reprendre leur rôle positif et constructif dans le commerce et l'économie du continent et du monde.

En tout état de compte, nous pensons qu'il serait infiniment préférable de conserver nos politiques actuelles, c'est-à-dire, maintenir un multilatéralisme dans le commerce international; améliorer l'échange de biens en supprimant et non pas en élevant les barrières au commerce, y compris celles entre nos deux pays; développer un échange de vue constructif pour l'usage le plus efficace des ressources de nos deux pays, et poursuivre nos efforts communs en vue de développer un cadre commercial et industriel encore plus rationnel et mieux synchronisé dans le monde.
